

# Déforestation et développement durable



L'économie du pays est en croissance depuis l'an 2000, cependant la pauvreté est toujours un problème pressant et l'espérance de vie est encore très faible. Bien que le Gouvernement ait fait preuve d'une certaine inquiétude face aux défis environnementaux, les plans mis en œuvre manquent de coordination et n'ont pas réussi à sensibiliser le public sur l'érosion des sols, la perte de la biomasse, le changement climatique et la déforestation. Les niveaux élevés de pauvreté et le manque de ressources de subsistance alternatives aggravent la dégradation environnementale du fait de la dépendance des pauvres aux ressources naturelles. Il est temps que le Gouvernement envisage des politiques plus adéquates et renforce la coordination dans le secteur de l'environnement.

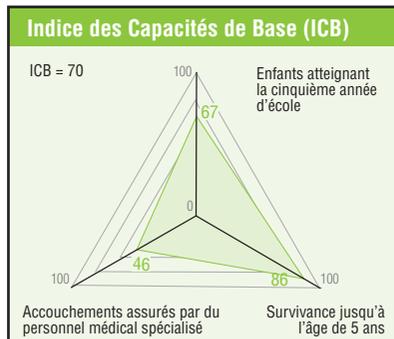
## Women for Change

Lumba Siyanga  
Lucy Muyoyeta

La Zambie, à partir de 2000, a eu une forte croissance économique avec un taux moyen de 5 % par an<sup>1</sup>. Les niveaux de pauvreté sont passés de 68 % en 2004 à 64 % en 2006, cependant 53 % de la population s'est maintenue dans l'extrême pauvreté, plus répandue dans les foyers où les femmes sont chefs de famille. La population rurale est majoritairement pauvre, avec un taux général de pauvreté de 78 %<sup>2</sup>. Les niveaux d'extrême pauvreté sont également élevés dans les régions rurales (où se trouvent les deux tiers des personnes vivant dans l'extrême pauvreté) et dans les foyers les moins scolarisés. En fait, dans les foyers dirigés par des personnes sans éducation formelle, l'incidence de la pauvreté est de 81 % et 70 % de ces foyers se trouvent dans l'extrême pauvreté<sup>3</sup>.

Le pays a encore des difficultés pour offrir à tous l'accès à l'enseignement, particulièrement de niveau supérieur et tertiaire. En 2004 seulement 11 % de la population avait terminé l'enseignement secondaire supérieur. Ce problème est plus grave pour les femmes et les filles : en 2006 seulement 8,6 % des femmes avait terminé l'enseignement secondaire supérieur<sup>4</sup>. De plus, bien que l'éducation tertiaire soit fondamentale pour le développement économique à long terme ainsi que pour renforcer la démocratie et parvenir à la cohésion sociale, seulement 2 % de la population avait obtenu le baccalauréat ou un niveau supérieur<sup>5</sup>.

En dépit de plusieurs mesures et programmes du Gouvernement visant à améliorer la qualité de vie, la santé de la population — facteur essentiel pour le bien-être social et économique — le pays fait face à des difficultés. Il existe une forte prévalence de maladies infectieuses, avec un taux de VIH de 13,5 %

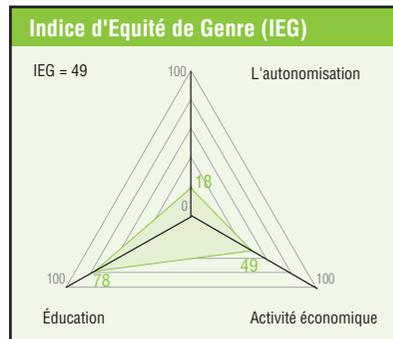


chez les adultes, et l'espérance de vie à la naissance est de 52,36 ans<sup>6</sup>.

## Le développement durable et les problèmes environnementaux

Depuis 2006 le Gouvernement a eu comme objectif d'assurer la durabilité environnementale : réparer les dégâts environnementaux, préserver les processus biologiques fondamentaux et assurer l'utilisation durable des ressources naturelles. Cependant une série de facteurs limitent la possibilité d'atteindre cet objectif, parmi eux :

- Les problèmes de coordination.
- Le manque de politiques intégrales pour les affaires environnementales.
- La faible sensibilité publique pour les affaires environnementales.
- Un cadre légal inadéquat et la non application de la Loi des Forêts de 1999.
- Les dotations budgétaires et les investissements insuffisants.
- La faible conservation de la biodiversité et une participation régionale limitée.
- La mauvaise coordination transversale des questions de l'environnement et du changement climatique dans les politiques et les programmes des autres secteurs.
- Le retard dans la mise en place de la Politique nationale pour l'environnement visant à réduire les conflits liés à l'utilisation de la terre (y compris ceux qui se produisent entre les hommes et les animaux).



Il faut aussi aborder le problème du changement climatique. La modification des tendances des températures et des précipitations est le principal indicateur local. Il y a une tendance constante à l'augmentation des températures qui peut s'apprécier avec les records moyens concernant la période 1961-2000, par exemple, et ayant eu plusieurs effets négatifs, parmi lesquels la diminution du rendement des cultures et l'augmentation du risque de transmission de la malaria dans des régions de plus haute altitude. Ceci est particulièrement important en Zambie, où la malaria représente 47 % du nombre de décès par an<sup>7</sup>.

Il n'est pas simple de faire une évaluation de l'impact des températures plus élevées sur les précipitations, surtout depuis que le pays subit périodiquement le phénomène El Niño, dont la complexité va au-delà des approches des modèles climatiques actuels. Cependant, le Programme national d'action pour l'adaptation (PNA) a informé que lors des deux dernières décennies la sécheresse et les inondations ont été plus fréquentes, plus intenses et de plus grande envergure<sup>8</sup>.

En ce qui concerne la biodiversité, selon les données du Centre mondial de surveillance de la conservation, la Zambie possède 1 234 espèces connues d'amphibiens, d'oiseaux, de mammifères et

1 Imani Development International Ltd, *2007 Update Survey of Non Tariff Barriers to Trade: Zambia*, Regional Trade Facilitation Programme, (juillet 2007).

2 allAfrica.com, *Zambia: Poverty Levels Go Down*, (20 novembre 2009), <allAfrica.com/stories/200911200074.html>.

3 Ibid.

4 R. Siaciwena y F. Lubinda, *The Role of Open and Distance Learning in the Implementation of the Right to Education in Zambia*, The International Review of Research in Open and Distance Learning, (février 2008), <www.irrodl.org/index.php/irrodl/article/view/481/995>.

5 Ibid.

6 CIA, *The World Factbook, Zambia*, (mai 2011), <www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/za.html>.

7 IRIN, "Zambia: Decreasing Cases Cause for Optimism", en *In Depth: Killer Number One – The Fight Against Malaria*, (janvier 2006), <www.irinnews.org/InDepthMain.aspx?InDepthId=10&ReportId=58010&Country=Yes>.

8 Ministère du Tourisme, de l'environnement et des ressources naturelles, "Formulation of the National Adaptation Programme of Action on Climate Change", Gouvernement de Zambie, UNDP Zambia et Global Environment Facility, (septembre 2007), <www.preventionweb.net/english/policies/v.php?id=8581&cid=192>.

de reptiles. Parmi celles-ci, 1,5 % sont endémiques et 1,9 % se trouvent en danger. Le pays possède aussi 4 747 espèces de plantes vasculaires, parmi lesquelles 4,4 % sont endémiques<sup>9</sup>.

La biomasse du pays (au-dessus et au-dessous du sol) est calculée à 5,6 milliards de tonnes, avec quelque 434 millions de tonnes supplémentaires de bois mort, ce qui permet de faire une estimation totale de la biomasse de 6 milliards de tonnes. Sur cette quantité, quelque 2,8 milliards de tonnes de carbone se trouvent stockées dans les forêts. Les forêts renferment alors une importante quantité (90 %) de la biomasse aérienne totale du pays.

### La déforestation et ses impacts

Pendant les 40 dernières années les forêts se sont réduites en raison de l'augmentation de la population, des impératifs économiques, de la production de charbon végétal, de la demande plus importante de terres pour l'agriculture, et des incendies incontrôlés. Le taux de déforestation qui pendant des décennies était de quelque 300 000 hectares par an a atteint en 2008 800 000 hectares par an<sup>10</sup>. Entre 1990 et 2010, la Zambie a perdu environ 6,3 % de sa couverture forestière, soit quelque 3 332 000 hectares<sup>11</sup>.

L'exploitation commerciale des bois autochtones a commencé pendant la troisième décennie du XXe siècle. L'augmentation de l'industrie minière et de la construction a aussi beaucoup contribué à la déforestation. Afin de nourrir une population en pleine croissance, l'agriculture sur brûlis s'est généralisée. L'exploitation forestière est aussi en train de s'étendre. Les forêts à bois dur des prairies occidentales, qui étaient relativement bien conservées, ont été soumises à beaucoup de pression au cours des dernières années<sup>12</sup>.

Les familles et les industries sont de grands consommateurs de ressources forestières. Le principal produit commercial des forêts autochtones est le charbon de bois, utilisé pour la cuisson des aliments : 27 % des foyers en Zambie utilisent le charbon de bois comme principale source d'énergie, alors que 54 % utilisent du bois bûche. 16 % des foyers utilisent l'électricité pour cuisiner et 19,3 % l'utilisent en tant que principale source d'éclairage. L'industrie du charbon de bois emploie quelque 50 000 personnes dans les régions rurales et urbaines<sup>13</sup>.

Les forêts représentent une source de subsistance importante pour les communautés rurales. En particulier, les foyers les plus pauvres montrent une plus grande dépendance (44 %) au bois bûche par rapport aux foyers à plus hauts revenus. La demande de bois bûche augmente de manière exponentielle

alors que dans certaines régions le manque est évident. Les foyers les plus pauvres ont également une plus grande dépendance aux plantes sauvages à des fins médicinales et alimentaires. Les produits des forêts servent aussi de pâtures et de matériaux de construction, comme les poteaux et le chaume des toitures. La plupart des forêts sont gérées selon les méthodes traditionnelles, sans plans formels : 41 % ont une gestion traditionnelle ; 36 % n'ont pas de plan de gestion établi ; et seulement 23 % possèdent de plans de gestion formels (parcs nationaux et réserves forestières).

Aussi bien les hommes que les femmes ont un rôle clé dans la gestion des ressources naturelles du pays, mais le rapport des femmes à l'environnement est essentiel pour leur vie quotidienne puisque ce sont elles qui sont chargées de trouver l'eau nécessaire au foyer ainsi que le combustible pour cuisiner. C'est en tant que cueilleuses et utilisatrices de divers produits de la forêt, parmi lesquels on trouve le chaume des toitures, que les femmes ont un rôle fondamental dans la gestion des ressources forestières. Les niveaux élevés de pauvreté et le manque de sources de subsistance alternatives, spécialement dans les régions rurales, aggravent la dégradation de l'environnement du fait de la dépendance des pauvres aux ressources naturelles nécessaires à leur survie.

La destruction des forêts est en train de conduire à l'érosion du sol, la perte de la biodiversité et de la biomasse, la diminution des réserves d'eau, la réduction de la productivité agricole et la dégradation de l'environnement. Il y a aussi des effets négatifs généralisés portant atteinte à la sécurité alimentaire, à la provision de sources d'énergie et au bien-être social. Les terres des communautés indigènes administrées selon leurs coutumes sont progressivement dégradées et souffrent de plus en plus de la déforestation puisqu'elles sont soumises à la forte pression des utilisations alternatives des sols. L'utilisation du charbon de bois et du bois bûche n'est pas seulement nuisible à l'environnement mais aussi à la santé humaine<sup>14</sup>.

Le pays ne peut pas se permettre de continuer à perdre sa forêt au rythme où il le fait actuellement, notamment en raison de l'importance de la captation de carbone qui contribue à atténuer le changement climatique.

### Politiques et programmes clés

En 1991 le ministère de l'Environnement et des ressources naturelles a été créé devenant ainsi la principale institution responsable de la gestion environnementale. Plus tard, pour faire face aux défis de ce secteur, il a adopté la Stratégie nationale de conservation, la Politique nationale pour l'environnement (2007), le Plan national d'action pour l'environnement, le Plan national d'action de la Zambie pour la biodiversité, la Politique forestière de 1998, le Plan d'action forestière de la Zambie et la Loi forestière de 1999.

Pour faire face à la destruction de la couche d'ozone, le Gouvernement a promulgué la Loi n° 27/2001 et le pays a signé et ratifié la Convention des Nations Unies de lutte contre la désertification, afin de préparer ensuite un plan national d'action en 2002.

Entre 2006 et 2010 la Zambie a aussi mis en place son Cinquième plan national pour le développement (FNDP, pour son sigle en anglais), dont l'un des objectifs principaux était la promotion de la gestion durable des forêts par le biais de la participation du secteur privé et de la société civile dans la gestion des ressources forestières. A cette époque-là, plusieurs activités en rapport avec les affaires forestières ont été lancées, mais lors d'une analyse finale il a été difficile d'en constater les progrès en raison du manque de données et d'informations. Le seul indicateur disponible — le taux de déforestation — a montré que les objectifs du FNDP à ce sujet n'ont pas été complètement atteints. En fait, il est évident que le rythme de la destruction des forêts s'est accéléré.

De plus, les stimulations macroéconomiques pour relancer la gestion durable des ressources naturelles et les actions de dissuasion visant à décourager les modèles de consommation non durables sont inadéquats.

### Conclusions et recommandations

Le développement durable ne peut pas être maintenu si l'environnement se détériore, et on ne peut pas protéger l'environnement lorsque la croissance économique ne tient pas compte du coût de la destruction environnementale. Les niveaux élevés de pauvreté, l'accès limité aux droits fondamentaux tels que l'éducation et la santé, ainsi que la dégradation persistante des forêts montrent que le développement durable est en danger en Zambie en dépit de la grande croissance économique.

C'est pourquoi la Coalition nationale de Social Watch en Zambie recommande ce qui suit :

- Afin d'assurer une gestion durable des forêts, l'atténuation du changement climatique ou son adaptation, la Zambie doit reconnaître l'importance de la possession et de la propriété de la terre, particulièrement en ce qui concerne les terres occupées par les communautés indigènes, qui représentent presque deux tiers des forêts.
- Le Gouvernement doit approuver au plus vite le nouveau texte de la politique forestière et l'amendement ultérieur de la Loi forestière de 1999.
- Lors de la révision des politiques, des lois, ou des programmes existants ou bien lors du développement de nouveaux programmes, de politiques ou de lois, il est nécessaire de renforcer les politiques transversales de genre afin de garantir que ni les hommes ni les femmes ne soient touchés de façon négative et qu'ils puissent en bénéficier équitablement.
- Il est nécessaire de renforcer la coordination dans le secteur de l'environnement et que les affaires environnementales soient transversales dans tous les secteurs.
- Le Gouvernement et d'autres acteurs clés doivent lancer des campagnes massives d'éducation publique sur l'environnement. ■

9 Mongabay.com, *Zambia Forest Information and Data*, (2010), <rainforests.mongabay.com/deforestation/2000/Zambia.htm>.

10 Commission Européenne, "Governance Profile – Zambie", (2008), <www.acp-programming.eu/wcm/dmdocuments/gover\_08\_zambi\_fi\_en.pdf>.

11 Mongabay.com, op. cit.

12 Ibid.

13 Banque Mondiale, *Delivering Modern Energy Services for Urban Africa - Status, Trends and Opportunities for Commercially Sustainable Interventions*, (2003), <info.worldbank.org/etools/bspan/presentationView.asp?EID=239&PID=501>.

14 Civil Society for Poverty Reduction (CSPR), *The Path Away from Poverty: An Easy Look at Zambia's Poverty Reduction Strategy Paper 2002–2004*, <www.sarpn.org.za/documents/d0000280/index.php>.